

---

# MARCHE DE TRAVAUX

## Acte d'engagement

### Objet du marché

---

Réhabilitation de réseaux d'assainissement à Bernaville

### Pouvoir adjudicateur

---

Commune de Bernaville

Adresse : 16 rue du Général Crépin 80370 BERNAVILLE

Téléphone : 03 22 32 77 25

Télécopie : 03 22 32 05 62

### Référence de la délibération autorisant la signature du marché :

---

.....

### Procédure de passation

---

Procédure adaptée – Article 28 du code des marchés publics

### Maître d'œuvre

---

Verdi ingénierie Picardie

### Personne habilitée à donner les renseignements de l'article 109 du Code des marchés publics

---

Mr le Maire

### Organisme chargé des paiements

---

Comptable assignataire :

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l'organisme désigné ci-dessus.

### Notification du marché

---

Date de notification : .....

# Sommaire

<b>1. Contractant (le titulaire est une personne physique) .....</b>	<b>3</b>
<b>2. Contractant (le titulaire est une personne morale) .....</b>	<b>4</b>
<b>3. Contractant (le titulaire est un groupement de personnes) .....</b>	<b>5</b>
<b>4. Objet du marché .....</b>	<b>8</b>
4.1 Décomposition en tranches .....	8
4.2 Marché à bons de commande .....	8
<b>5. Prix .....</b>	<b>9</b>
5.1 Montant de l'offre .....	9
5.2 Modalités de variation des prix.....	10
5.3 Sous-traitance .....	10
5.4 Cession de créances .....	11
<b>6. Durée du marché – Délais d'exécution - Reconduction.....</b>	<b>11</b>
6.1 Période de préparation .....	11
6.2 Délai d'exécution .....	11
6.3 Reconduction.....	11
<b>7. Avance.....</b>	<b>11</b>
<b>8. Règlement des comptes .....</b>	<b>11</b>
8.1 Délai de règlement.....	11
8.2 Mode de paiement .....	12
<b>9. Pièces à produire par le cocontractant .....</b>	<b>13</b>
<b>10. Acceptation de l'offre .....</b>	<b>14</b>

# 1. Contractant (le titulaire est une personne physique)

Je soussigné, contractant unique, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom « LE TITULAIRE »

M. ....

agissant en mon nom personnel,

Adresse : .....

.....

Adresse électronique : .....

Immatriculé à l'INSEE :

Numéro de SIRET : .....

Code de la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

Numéro d'identification au registre du commerce : .....

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et des documents qui sont mentionnés au présent acte d'engagement,

- M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations définies ci-après, aux conditions qui constituent mon offre.
- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours :

Compagnie : .....

N° police : .....

- CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article *Sous-traitance* ci-après sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

Compagnie : .....

N° police : .....

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## 2. Contractant (le titulaire est une personne morale)

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi la personne morale désignée ci-dessous, désignée dans le marché sous le nom « LE TITULAIRE »

M. ....

Domicilié à .....

Agissant au nom et pour le compte de la société dénommée :.....

Ayant son siège social : .....

Adresse électronique : .....

Immatriculée à l'INSEE :

Numéro de SIRET : .....

Code de la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

Numéro d'identification au registre du commerce : .....

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et des éléments qui sont mentionnés dans l'acte d'engagement,

- M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations définies ci-après, aux conditions qui constituent mon offre.
- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que la Société pour laquelle j'interviens, est titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'elle encourt :

Compagnie : .....

N° police : .....

- CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article *Sous-traitance* ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

Compagnie : .....

N° police : .....

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 3. Contractant (le titulaire est un groupement de personnes)

NOUS soussignés,

cotraitants conjoints

cotraitants solidaires

engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après, désignées dans le marché sous le nom « LE TITULAIRE »

**1<sup>er</sup> cocontractant**

***(Cas d'une personne morale)***

M.....

.....

Agissant au nom et pour le compte de la société : .....

Adresse : .....

Adresse électronique : .....

Forme de la société : ..... Capital : .....

Immatriculée à l'INSEE :

Numéro de SIRET : .....

Code de la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

Numéro d'identification au registre du commerce : .....

***(Cas d'une personne physique)***

M .....

Agissant en mon nom personnel,

Adresse : .....

Adresse électronique : .....

Immatriculée à l'INSEE :

Numéro de SIRET : .....

Code de la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

Numéro d'identification au registre du commerce : .....

La société (cas de la personne morale..... représentée par M .....ou Monsieur (cas de la personne physique) , dûment mandaté à cet effet, est le mandataire du groupement conjoint.

Le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

La société (cas de la personne morale..... représentée par M .....ou Monsieur (cas de la personne physique) , dûment mandaté à cet effet, est le mandataire du groupement solidaire.

**2<sup>ème</sup> cocontractant**

***(Cas d'une personne morale)***

M.....

.....

Agissant au nom et pour le compte de la société : .....

Adresse : .....

Adresse électronique : .....

Forme de la société : ..... Capital : .....

Immatriculée à l'INSEE :

Numéro de SIRET : .....

Code de la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

Numéro d'identification au registre du commerce : .....

***(Cas d'une personne physique)***

M .....

Agissant en mon nom personnel,

Adresse : .....

Adresse électronique : .....

Immatriculée à l'INSEE :

Numéro de SIRET : .....

Code de la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

Numéro d'identification au registre du commerce : .....

**3<sup>ème</sup> cocontractant**

***(Cas d'une personne morale)***

M.....

.....

Agissant au nom et pour le compte de la société : .....

Adresse : .....

Adresse électronique : .....

Forme de la société : ..... Capital : .....

Immatriculée à l'INSEE :

Numéro de SIRET : .....

Code de la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

Numéro d'identification au registre du commerce : .....

***(Cas d'une personne physique)***

M .....

Agissant en mon nom personnel,

Adresse : .....

Adresse électronique : .....

Immatriculée à l'INSEE :

Numéro de SIRET : .....

Code de la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

Numéro d'identification au registre du commerce : .....

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et des éléments qui sont mentionnés dans l'acte d'engagement,

- NOUS ENGAGEONS, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations définies ci-après, aux conditions qui constituent l'offre du groupement que nous avons constitué,
- AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que nous sommes titulaires d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que nous encourons :

	<b>1<sup>er</sup> cocontractant</b>	<b>2<sup>ème</sup> cocontractant</b>	<b>3<sup>ème</sup> cocontractant</b>
Compagnie	.....	.....	.....
N° de police	.....	.....	.....

- CONFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article *Sous-traitance* ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

Compagnie : .....

N° police : .....

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## 4. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des travaux suivants : Réhabilitation de réseaux d'assainissement à Bernaville

Le marché est un marché unique

### 4.1 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

### 4.2 Marché à bons de commande

Le marché n'est pas un marché à bons de commande.

## 5. Prix

### 5.1 Montant de l'offre

L'offre est constituée par le bordereau de prix unitaires ci-annexé.

Le montant du marché tel qu'il résulte du détail estimatif ci-annexé (application du bordereau des prix unitaires) est de :

En cas d'entreprise unique ou de groupement solidaire sans répartition des paiements :

Montant HT : .....

Montant HT (en lettres) : .....

.....

TVA au taux de 20,00 % Montant : .....

Montant TTC : .....

Montant TTC (en lettres) : .....

.....

.....

En cas de groupement conjoint, la répartition détaillée des prestations à exécuter par chacun des membres du groupement et le montant du marché revenant à chacun sont décomposés dans le tableau ci-après :

Désignation des prestations	Désignation des cotraitants	Montant HT
TOTAL		

*Tableau à valoriser par les candidats groupés*

Le montant total des travaux s'élève à :

Montant HT : .....

Montant HT (en lettres) : .....

.....

TVA au taux de 20,00 % Montant : .....

Montant TTC : .....

Montant TTC (en lettres) : .....

.....

.....

#### **Versement de la rémunération du mandataire du groupement conjoint :**

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses travaux. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

## 5.2 Modalités de variation des prix

L'offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois défini au CCAP.

Les modalités d'actualisation de prix sont définies au CCAP.

## 5.3 Sous-traitance

Le titulaire :

- n'envisage pas de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.
- envisage de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

Dans le cas de sous-traitance, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que le titulaire, mandataire ou cotraitant envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement et les noms de ces sous-traitants ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le tableau constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

Le titulaire annexe au présent acte d'engagement les actes spéciaux de chacun des sous-traitants (cf. modèle ci-joint). Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée acceptée par la notification du contrat et qui prendra effet à la date de notification.

Cas d'une entreprise unique :

Nature de la prestation	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation T.T.C
TOTAL =		

Cas d'un groupement :

Entreprise Sous-traitée	Nature de la prestation	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation T.T.C
TOTAL =			

## 5.4 Cession de créances

En conséquence des prestations sous-traitées, le montant maximal des créances qui pourront être présentées au nantissement ou cédées sera respectivement de :

Cas d'une entreprise unique ou d'un groupement solidaire sans répartition des paiements ..... €

H.T

Cas d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire avec répartition des paiements

Désignation de l'entreprise et des prestations réalisées	Montant maximal

## 6. Durée du marché – Délais d'exécution - Reconduction

### 6.1 Période de préparation

La durée de la période de préparation est de 10 jours, du 1er au 10 août 2014.

### 6.2 Délai d'exécution

Le délai d'exécution est fixé à 10 jours, du 11 au 20 août 2014.

La période de préparation commencera à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer cette préparation. Le délai d'exécution commencera à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service distinct qui prescrira de commencer les prestations du présent marché.

**Les travaux devront impérativement être terminés au plus tard le 20 août 2014.**

### 6.3 Reconduction

Le marché ne sera pas reconduit.

## 7. Avance

Le marché ne fait pas l'objet d'une avance.

## 8. Règlement des comptes

### 8.1 Délai de règlement

Le délai de règlement des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde est de 30 jours, à compter de la réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Le taux d'intérêts moratoires est fixé à l'article *Intérêts moratoires* du CCAP.

## 8.2 Mode de paiement

### Cas d'un titulaire unique :

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché par virement établi à l'ordre du titulaire (joindre les RIB).

DESIGNATION DU PRESTATAIRE	REFERENCES BANCAIRES
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	Organisme bancaire : N° de compte :  (joindre un RIB ou un RIP)

### Cas d'un groupement solidaire sans répartition des paiements :

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché :

par virement bancaire sur un compte ouvert au nom du mandataire du groupement solidaire (joindre un RIB)

par virement bancaire sur un compte commun ouvert au nom du groupement (joindre un RIB)

DESIGNATION DU PRESTATAIRE	REFERENCES BANCAIRES
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	Organisme bancaire : N° de compte :  (joindre un RIB ou un RIP)

### Cas d'un groupement conjoint :

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché par virement établi à l'ordre de chacun des membres du groupement (joindre les RIB) selon la répartition suivante :

DESIGNATION DES COTRAITANTS	PRESTATIONS CONCERNEES ET MONTANT en HT	REFERENCES BANCAIRES
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse		Organisme bancaire : N° de compte :  (joindre un RIB ou un RIP)
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse		Organisme bancaire : N° de compte :  (joindre un RIB ou un RIP)

Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse		Organisme bancaire : N° de compte :  (joindre un RIB ou un RIP)
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse		Organisme bancaire : N° de compte :  (joindre un RIB ou un RIP)

### 9. Pièces à produire par le cocontractant

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail ainsi que les attestations et certificats délivrés par les administrations fiscales et sociales et organismes compétents.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Le candidat établi dans un État autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

Fait en un seul original

A : .....

Le .....

Mention(s) manuscrite(s)

"Lu et approuvé"

Signature(s) du titulaire, ou, en cas de groupement d'entreprises, du mandataire habilité ou de chaque membre du groupement :

.....  
 .....  
 .....

## 10. Acceptation de l'offre

Le présent marché se trouve ainsi conclu à la date figurant ci-dessous :

Montant H.T. : .....  
Montant TVA au taux de 20,00 % : .....  
Montant T.T.C : .....  
Montant T.T.C en lettres : .....  
.....  
.....

Les sous-traitants proposés à l'article *Sous-traitance* ci-dessus et dans les actes de sous-traitance annexés au présent acte d'engagement sont acceptés comme ayant droit au paiement direct et les conditions de paiement indiquées sont agréées.

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A .....  
le .....

Le pouvoir adjudicateur

### Date d'effet du marché

---

Reçu notification du marché le : .....

- Le prestataire
- Le mandataire du groupement

Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché signé le : .....

- Par le prestataire.
- Par le mandataire du groupement destinataire.

Pour le représentant du pouvoir adjudicateur,

A .....le ..... (Date d'apposition de la signature ci-après)

.....

# Annexe à l'acte d'engagement

## ACTE SPECIAL DE SOUS-TRAITANCE

Annexe à l'acte d'engagement en cas de sous-traitance valant demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement en cours de marché.

L'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité a-t-il été restitué ?

OUI     NON

Acte spécial modificatif : il annule et remplace l'acte spécial de sous-traitance du .....

### Pouvoir adjudicateur : Commune de Bernaville

- Personnes habilitées à donner les renseignements sur l'état d'avancement du marché du sous-traitant :

.....  
.....

- Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du code des marchés publics (nantissements ou cessions de créances) :

.....  
.....

- Organisme chargé des paiements :

### Objet du marché :

**Objet de la consultation : Réhabilitation de réseaux d'assainissement à Bernaville**

Objet du marché : Réhabilitation de réseaux d'assainissement à Bernaville

Candidat ou titulaire du marché : .....

.....  
.....

### Prestations sous-traitées :

- Nature des prestations sous-traitées : .....

.....

- Durée du contrat : .....
- Montant HT : .....
- Taux de la TVA : .....
- Montant TTC : .....
- Date (ou mois) d'établissement des prix : .....
- Modalités de variation des prix : .....

**Identification du sous-traitant :**

- Nom commercial, raison ou dénomination sociale : .....
- Forme juridique du sous-traitant : .....
- Immatriculée à l'INSEE :
  - 1. Numéro de SIRET : .....
  - 2. Code nomenclature activité française (NAF) : .....
  - 3. Numéro d'identification au registre du commerce : .....
- Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : .....
- Adresse : .....
- Compte à créditer :
  - Nom de l'établissement bancaire : .....
  - Numéro de compte : .....
- Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct (article 115 du code des marchés publics) :
  - OUI       NON

**Condition de paiement du contrat de sous-traitance :**

Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :  OUI       NON

- Modalités de calcul et de versement des acomptes : .....
- Clauses relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :

.....  
.....

## Capacités professionnelles, financières et techniques du sous-traitant :

---

Liste des pièces qui doivent être fournies par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.
- f) Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

## Attestations sur l'honneur du sous-traitant.

---

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à

l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

## Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

**La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial** ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 116 du code des marchés publics, en produisant en annexe du présent document :

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

**OU**

une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

**La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif** :

le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 106 du code des marchés publics qui est joint au présent document ;

**OU**

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est

donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

## Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A ....., le .....

Le candidat ou titulaire :

.....

Le représentant du pouvoir adjudicateur, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A ....., le .....

Le représentant du pouvoir adjudicateur :

## Notification de l'acte spécial au titulaire

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)*

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A ....., le .....